

5G : les 5 générations confrontées à l'impact du numérique

Débat animé par Erik Orsenna, écrivain et membre de l'Académie française et Nicolas Sironneau, expert numérique de la Fondation Concorde.

Erik : Nous sommes dans le rendez-vous des possibles. Il se trouve que la réflexion primaire de la pandémie de la COVID-19 est le lien. D'abord, **le lien entre les interactions et ensuite le lien entre toutes les interactions.** Le numérique n'a pas le monopole du lien, et j'aimerais vous en donner 2 exemples. En Haute-Savoie j'ai créé, avec l'ancienne présidente de la Compagnie nationale du Rhône, une initiative pour l'avenir des grands fleuves. Et s'il y a bien une connexion sur la planète c'est bien celle de l'eau, c'est l'internet du naturel. Ensuite, la petite startup Mycophyto a pour projet de faire des diagnostics du sol et de rapprocher les champignons des racines pour augmenter les rendements. Vous voyez ainsi ce qui se passe avec les arbres qui ont un lien produisant ainsi une forêt avec une wifi du sol et du sous-sol.

Depuis 3 ans, j'accompagne ENGIE sur cette question du numérique. Pour un grand énergéticien, cette question du numérique est évidente avec l'idée du renouvelable avec le traitement des données immédiates. Si on a une conviction à avoir **c'est que les transitions entre le numérique et les transitions énergétiques sont irrévocablement reliées et réciproques.**

Qu'est-ce que voir ? Il ne faut pas que la vision soit obscurée par l'idée du réel/virtuel. Sans le traitement de millions et millions de données, on n'aurait jamais abouti à un vaccin de la COVID-19 aussi rapidement. Nous, êtres humains, n'avons pas le monopole du vivant. Avec ENGIE, nous faisons en sorte de voir ce qui se passe sur tous les niveaux, c'est-à-dire sur les territoires (avec l'exemple des *smartcities*) ou encore la santé. A partir de là, on s'est posé des questions. De quelle sorte est la révolution numérique ? Il y a eu des tas de révolutions avant mais là **il est question de tous les domaines, et en accéléré.** Cela qui pose un problème pour l'Humanité impliquant les notions de problème d'espace et temps. **Il est également impossible de refuser cette révolution,** quel serait le prix de ce refus ? Peut-on mettre le prix dès qu'on perd la maîtrise ? Est-ce que notre liberté et notre intimité vont y résister ? Les grands industriels ne veulent surtout pas aborder les questions de la cybersécurité. Ne pas en parler c'est ne pas faire peur selon eux.

Le quatrième point rejoint les travaux effectués avec Michel Rousseau qui concerne **la réindustrialisation qu’on va appeler de la souveraineté**. La souveraineté nationale est intéressante notamment quand on évoque les deux vagues du grand rêve qui équivaut à l’idée d’abolition des nations. Les deux vagues se posent, chronologiquement, sur la chute du mur de Berlin et l’invention du wifi. Depuis ce temps-là, on n’a jamais vu autant de nationalistes. Avec l’ancien patron des STUPS, nous comptons sortir un texte sur savoir ce que sont les paradis numériques et où ils sont. Cette question est clef et loin d’être apatride.

Le numérique : quel bilan pour la planète ? Ce que ça nous coûte, notamment le traitement de données ? Qu’est-ce que le 5G au fond : est-ce pour la bande passante de Netflix ou est-ce un véritable outil pour l’industrie et la santé ? Il est intéressant de voir que les pays les plus froids accueillent les structures de traitement de données, c’est un peu la revanche de la géographie.

Comment former les jeunes à ces nouvelles techniques ? Ce sont évidemment des opportunités mais il est nécessaire de suivre des formations qui ne sont pas dispensées dans les universités classiques. **Si les femmes ne codent pas, Internet sera un langage de mecs !** Si on n’avance pas dans ce domaine, toutes les victoires des femmes dans l’Histoire seront perdues dans l’instant.

Nicolas : Au premier janvier 2022, la France va prendre la présidence du Conseil de l’Union européenne. Dans quelques mois, il y a également les présidentielles et les législatives. C’est une opportunité de pousser les sujets qui comptent. La Fondation est convaincue que le numérique est un des sujets d’intérêts. Il influence les plus jeunes avec l’accès à la culture, l’accès à l’éducation parce que cela change la façon de travailler et de consommer. Cela concerne également les plus fragiles avec le numérique comme vecteur de changement dans le milieu de la santé pour cela que c’est un sujet indispensable. Nous avons donc réuni des experts avec des casquettes variées qui vont pouvoir, à travers leurs expériences concrètes, nous montrer comment le numérique influence leur quotidien. Le but de la matinée permet également de voir comment, ensemble, nous pouvons réfléchir à des actions concrètes que le politique, l’État pourraient pousser pour protéger ce qui doit l’être, pour encourager ce qui doit l’être et pousser ce qui doit également l’être.

9h / Table ronde 1 : Génération 1 - Les – de 25 ans :

Le numérique pour l’Éducation et la culture : réengager les jeunes générations en accélérant le passage au digital ?

Intervenants :

- **Virginie Duby-Muller**, députée LR de Haute Savoie
- **Sébastien Cavalier**, Président du Pass Culture
- **Françoise Guégot**, Ancienne députée et Vice-Présidente de la région Normandie

Grands thèmes :

1. Le numérique pour réengager les publics jeunes et réguler leur accès à l’information

Sébastien Cavalier, vous êtes Président du Pass Culture. Aujourd’hui l’application compte près de 760 000 inscrits du côté utilisateurs et de l’autre près de 8000 acteurs référencés. Vous allez partager avec nous à la fois votre expérience sur le Pass Culture, mais également votre vision sur le lancement prochain du Pass Culture -18 ans. Merci d’être avec nous aujourd’hui, souhaitez-vous ajouter quelques mots pour vous présenter ?

Sébastien : Non, juste dire qu’on est, aujourd’hui, à plus de 800 mille jeunes qui utilisent le Pass et plus de 11 mille acteurs culturels. Le Pass est un peu la fusion de la puissance du numérique et la puissance du culturel qui est profondément ancré dans le territoire français.

Virginie Duby Muller, vous êtes Députée LR de Haute-Savoie. Vous avez été secrétaire du groupe d’étude : internet et société numérique. Vous êtes, aujourd’hui, membre de la commission des affaires culturelles et de l’éducation. Et vous avez notamment soutenu la proposition de loi visant à réduire l’empreinte environnementale du numérique. Merci de nous partager votre regard sur l’impact du numérique pour engager les plus jeunes, souhaitez-vous ajouter quelques mots pour vous présenter ?

Virginie : Juste dire que je travaille beaucoup sur les sujets numériques qui sont très transversaux concernant tous les pans de notre société comme le rappelle Erik Orsenna donc les questions préalables qui sont les infrastructures et le très haut débit. Ensuite, cela va dans l’éducation, la santé, la culture. Je préside, en ce moment, une mission d’information sur la question des droits voisins et son application à la suite d’une directive européenne sur le droit

d’auteur qui a été transposé en France à travers le PPL de Patrick Mignola. Deux ans après, on voit qu’il y a encore des difficultés auprès des éditeurs de presse et cet été, le 13 juillet, il y a eu une décision historique de l’autorité de la concurrence qui condamne Google à 500 millions d’euros d’amende. L’objectif est ainsi de voir comment les éditeurs peuvent être mieux rémunérer pour des contenus captés par ces GAFAM. C’est un sujet d’actualité où la France a été le premier pays à mettre en place la directive sur les droits d’auteur. Ce sont des sujets très divers mais qui souligne la manière dont le numérique irrigue tous les pans de notre société.

Françoise Guégot, vous avez été Députée et Vice-présidente de la Région Normandie. Vous êtes également membre de la commission des affaires culturelles et de l’éducation. Il sera intéressant d’avoir vos vues sur l’enseignement supérieur face au numérique, la protection des plus jeunes, mais aussi la place de la femme dans le numérique. Souhaitez-vous ajouter quelques mots pour vous présenter ?

Françoise : Je vous remercie, très heureuse d’être des vôtres ce matin. Effectivement, les enjeux du numérique sont transversaux notamment qui est l’enjeu de la donnée dont on ne parle pas suffisamment. Cet enjeu de la donnée est notre nouveau « or noir » que ce soit en positif ou en négatif. Nous sommes au carrefour des sciences humaines et sociales dans le domaine de la gestion de la donnée qui nous touche tous du plus jeune au plus âgé.

Les nouveaux usages d’accès à la culture et à l’enseignement rendus possibles grâce à la technologie

Première question pour **Sébastien Cavalier (4 min)**, sur le sujet de l’accès à la connaissance, pourquoi avoir mis en place un « Pass Culture » sous forme d’application ? (Genèse et fonctionnalités)

Sébastien : Le postulat de départ est qu’il y a un besoin que les jeunes deviennent des citoyens éclairés. Pour devenir ce citoyen éclairé, il est important d’avoir des pratiques culturelles diversifiées, pour avoir ce type de pratiques culturelles il faut un accès à l’information et avoir envie tout en étant curieux. Quand on sait que la moitié des jeunes de 18 à 24 ans passe en moyenne 15h par semaine sur Internet et qu’ils sont même 20% à passer plus de 35h sur Internet. On se rend compte assez rapidement que l’outil à développer pour que les jeunes accèdent à la culture prend la forme d’une application. Cette application a pour vocation de

mettre en vocation des jeunes d'un côté et un tissu culturel riche et physique implanté sur le territoire. L'enjeu, pour nous, est comment faire pour donner envie aux jeunes de diversifier leurs pratiques donc comment les rendre curieux et comment leur donner envie d'aller sur les lieux. Le numérique est un outil massif pour la jeunesse pour avoir accès à l'information et d'autres expériences. Cela peut être une fin en soi car il y a également des offres culturelles sur le web mais finalement c'est plus un outil qu'autre chose. Ce qui est rassurant est que, selon une étude, 9 jeunes sur 10 veulent retourner dans des lieux physiques. Il n'y a pas d'opposition entre le physique et le numérique, on est plutôt dans des stratégies très complémentaires. Quand j'étais gamin, je découvrais le monde avec une encyclopédie avec l'ordre alphabétique mais c'est terminé. Aujourd'hui, le numérique permet aux jeunes d'explorer des univers qui vont leur donner envie d'aller sur le lieu réel. Je termine sur l'exemple du Louvre qui a adopté une stratégie de visite virtuelle pendant la période de confinement, 85% des jeunes qui ont fait la visite n'avaient jamais fait la visite virtuelle de musée. Les $\frac{3}{4}$ n'habitaient pas Paris donc pas l'opportunité de visiter le Louvre mais là où on peut se féliciter c'est que 100% ont déclaré qu'ils avaient envie d'aller au Louvre en présentiel.

Question pour **Françoise Guégot (4 min)**: En préparant cet évènement vous insistiez sur les possibilités nouvelles qu'offraient le traitement de la donnée, et les nouvelles technologies en générale. Quelle est votre expérience et votre vision sur l'impact de ces nouveautés sur les questions d'apprentissage ou d'anciennement supérieur ?

Françoise : Alors, je crois qu'aujourd'hui dans l'évolution du numérique est l'apparition d'un parallèle entre le développement des technologies et le développement des usages. Très rapidement, dans les années 90, on a eu l'apparition des premiers micro-ordinateurs et dans les années 2000 des premières applications sur Internet. Grâce à la puissance de calcul en 2010/2020, on a vu des nouveaux usages et de nouveaux outils. Or, aujourd'hui, les usages et l'utilisation des applications internet : les générations qui ont 20 ans voir moins sont nés avec. Pour eux, c'est une question de quotidien et vous voyez tous les jours des enfants qui ne savent pas lire et qui sont sur des tablettes. Il est question de critiquer et limiter l'utilisation car il existe des enjeux de santé publique. Aujourd'hui, on ne peut pas se voiler la face en disant qu'on va limiter les heures d'utilisation, c'est un constat très important. On a des problématiques techniques sur les territoires avec les difficultés d'accès au très haut débit malgré que les régions font tout leur possible pour développer un accès rapide pour prévoir à terme une égalité à l'accès à l'information. Au niveau de l'enseignement, on est un petit peu en retard. On est sur un monde,

dans l’éducation nationale, qui est digitalisé à moins de 5% selon les dernières études et qui contrastent avec la digitalisation de la vie quotidienne. On a nos paysages urbains qui se transforment avec des enjeux majeurs en termes d’environnement. A côté de cela, dans l’enseignement supérieur, on est encore dans un déploiement de salle avec un enseignement de masse qui révèle un problème majeur d’accompagnement avec la mise à disposition d’ordinateurs personnels. On l’a vu pendant le confinement, on a poussé en Normandie les tiers-lieux mettant en réseau l’ensemble du territoire pour permettre aux étudiants de travailler pour ceux qui n’avait pas de moyen chez eux notamment dans les territoires ruraux. Un travail doit être mis en œuvre, avec les régions qui sont la référence des collectivités, pour développer des salles et des campus modernes avec des campus connectés dont des projets collaboratifs. La question du numérique, on la regarde souvent d’un regard négatif mais c’est un formidable enjeu qui va permettre aux jeunes de travailler différemment avec une nouvelle initiative. Il y a une nécessité à accompagner sur la partie technologique avec le développement soit des lycées des futurs soit des smartcampus pour pouvoir avancer sur la partie enseignement.

Question pour **Virginie Duby Muller (4 min)**: Vous avez soutenu la proposition de loi visant à réduire l’empreinte environnementale du numérique en France avec – parmi ses mesures – une sensibilisation dès le plus jeune âge des impacts numériques sur l’environnement. Est-ce que l’éducation nationale aujourd’hui intègre suffisamment d’après vous l’acculturation et la sensibilisation aux nouveaux enjeux numériques ?

Virginie : C’est vrai que le Parlement a adopté récemment une PPL portée par le sénateur Patrick Chaize sur la question de l’empreinte environnementale du numérique qui était une question assez négligée. Bien entendu, le numérique a un impact carbone très important avec la considération qu’en 2025, les data center représenteront environ 20% de l’émission carbone mondiale et 10% des gaz à effets de serre ainsi que la consommation d’eau. Si on prend juste l’exemple des États-Unis, c’est environ 1,3 trilliard de litre d’eau par an ou bien 10^{21} pour donner un ordre d’idée. Si rien n’est fait en 2040, le numérique sera responsable de 7% des émissions de gaz à effet de serre en France alors qu’on est à 2% aujourd’hui. Il faut prendre en compte cette réalité. Dans cette PPL, il y a un certain nombre de mesure qui ont été prises et portées notamment la sensibilisation à deux niveaux : d’abord à la fois les étudiants et élèves-ingénieurs dans l’éco-conception des services numériques, on puisse intégrer la question de l’empreinte environnementale ; le second point est l’incitation des plus jeunes (primaires, secondaires) avec les digitaux-natifs qui n’ont pas conscience de l’impact environnemental. Il

est également question de faire prendre conscience du recyclage de batteries avec 6 millions de portables qui dorment dans les tiroirs chez nous, on a des entreprises qui travaillent au recyclage des anciens terminaux comme BackMarket qui est devenu une licorne française et qui est un très bon exemple d’économie circulaire. Évidemment l’éducation nationale atteste d’un retard dans le passage au numérique. D’une part, on a des enseignants qui ne sont pas forcément formés et comme on a vu pendant le confinement, on n’était pas prêt notamment avec les serveurs qui ont craqué pendant cette période, des logiciels obsolètes et non adaptés. L’éducation nationale a dû accélérer, en très peu de temps, sa transformation numérique sans l’avoir anticiper auparavant.

Se servir de ces outils pour réengager les jeunes avec la culture

Question pour **Sébastien Cavalier (4 min)** : On parle de plus en plus de désengagement des plus jeunes lorsque l’on parle de culture, pourtant ce n’est pas ce que vous voyez vous avec le Pass Culture : est-ce le numérique qui est plébiscité et quels sont les enseignements à en tirer ?

Sébastien : Je pense que les jeunes sont toujours très engagés au niveau de la culture, il y a juste une dissonance générationnelle sur le terme de culture et la signification qu’elle peut avoir pour les différentes générations. Ce qui rend le Pass Culture intéressant est de voir le plébiscite de certaines choses dont on se pose réellement la question sur l’interaction primaire avec le sens de la culture. Pour les jeunes, les jeux-vidéos sont extrêmement culturels, un escape game aussi. Ce qui est intéressant d’observer est que ça nous oblige à revoir notre propre définition de la culture. Ce qui a été fait, il y a quelques années depuis Jack Lang (ministre culture sous Mitterrand), il a contribué à légitimer des disciplines qui, à l’époque, n’était pas culturelles comme la bande-dessinée en 9^{ième} art avec le Festival d’Angoulême. L’univers rap/hip-hop n’était pas non plus particulièrement reconnu pareil pour le cirque qui n’était qu’un spectacle qu’on faisait avant Noël tandis que maintenant on s’aperçoit que cela devient une discipline à la pointe de la création et de l’innovation. Le sujet est : qu’est-ce qu’on appelle une pratique culturelle ? Au Pass, on se pose forcément la question en partant du principe que l’on va rembourser un certain nombre d’achats que les jeunes font, ce qu’on va accepter de rembourser ou non va contribuer à la définition de la culture d’aujourd’hui. On dit que les jeunes ne lisent pas mais aujourd’hui, plus de 50% des dépenses du Pass sont des livres, finalement les jeunes lisent massivement. Comme le principe du Pass c’est qu’il faut aller sur les lieux, ils commandent en ligne mais vont chercher le livre chez le libraire. Les libraires sont de très bons

médiateurs en disant « super tu as acheté 3 mangas mais est-ce que tu ne veux pas essayer ça, je pense que ça devrait te plaire ». Ce lien existe, on a un retour positif des libraires sur la diversité du public depuis l’instauration du Pass Culture avec certes une majorité d’achats de manga mais la moitié d’entre eux vont acheter autre chose. Je suis plutôt optimiste sur la pratique culturelle des jeunes. L’objectif est de rendre les gens curieux ! Le Pass culture leur permet de tester des univers sans porter de jugements de valeur. On souhaite à inciter les jeunes à essayer en instaurant un parcours de découverte permettant une évolution culturelle auprès de la jeunesse.

Question pour **Virginie Duby Muller (4 min)**: Au-delà des institutions traditionnelles d’apprentissage, on a pu voir des institutions comme l’Opéra de Paris qui développe – avec son Académie Digitale - des plateformes numériques pour faciliter l’ouverture culturelle des individus. En tant que membre de la commission des affaires culturelles et de l’éducation, quel est votre regard là-dessus ?

Virginie : Évidemment, une belle initiative mise en place par l’Opéra de Paris avec l’aide de Huawei à hauteur de 900 mille euros sur trois ans. L’idée est de donner une ouverture sur un certain nombre de cours et de pratiques culturelles avec des contenus participatifs et interactifs pour faciliter le partage de connaissances. C’est une belle initiative et l’enjeu est qu’il faut s’adapter aux usages de la jeunesse pour l’accès à la culture. L’accès traditionnel passe par de nouveaux outils incitant les jeunes à aller dans divers lieux culturels. C’est un moyen de faciliter l’entrée dans la culture pour un jeune qui n’aurait pas forcément osé, pas forcément les codes. C’est la définition même de Malraux pour la culture que de rendre l’accès aux œuvres majeurs au plus grand nombre. Non seulement, cela va ouvrir des lieux tels que l’Opéra de Paris ayant une connotation élitiste à des personnes qui n’y aurait pas accès d’habitude et d’autre part c’est le moyen de faire connaître le lieu à l’international. C’est devenu une question de rayonnement international avec un vecteur de projection géopolitique de soft power.

Question pour **Françoise Guégot (4 min)**: On a abordé tous les aspects positifs du numérique pour les plus jeunes mais il y a également une panoplie de risques. Comment peut-on assurer que cet accès à l’information, qui se développe de plus en plus, se fasse dans la protection des plus jeunes ?

Françoise : C’est évidemment un sujet qui intéresse tout le monde car on est tous confronté à nos enfants et petits-enfants qui ont accès à une masse d’information. Ils sont parfois incapables de faire le tri, il n’y a pas que les plus jeunes car on s’aperçoit que même les adultes sont

sensibles à ces problématiques avec la notion des fake news et l'émergence de ces données. Comment fait-on pour travailler sur cette protection ? Je ne peux donner qu'une réflexion et non une réponse. Quand j'étais députée, on a eu cette fameuse loi HADOPI qui a fait couler beaucoup d'encre. J'ai écouté, j'ai pensé que nous avions besoin de faire quelque chose sur ces questions d'accès à la culture et de le protéger donc j'ai effectivement accepté de porter ce texte. Je savais bien que techniquement, la construction d'Internet est un outil construit qui rend son contrôle impossible. Réglementer sur HADOPI est un échec total, aujourd'hui nous avons trouvé un système économique avec une approche qui permet au monde de la musique d'être rémunéré. On entend d'ailleurs plus de problèmes juridiques sur ces problématiques en ce moment. Il faut s'adapter à ces nouveaux outils en permanence sans mettre de limitations et d'arrêts. Il faut essayer de trouver des modèles adaptés à ces nouveaux accès avec en premier la formation. Il faut former dès le plus jeune âge, les jeunes à être critique en développant une capacité à trier l'information. De ne pas prendre l'information pour argent comptant avec l'éducation au libre arbitre et l'éducation à la donnée. Le second élément est la question des centres de données avec l'éthique de la donnée. Comment on fait pour offrir et mettre à disposition des données dans le monde privé ? Il faut que ces mondes discutent entre eux en prenant exemple sur le DataLab de Normandie en mettant en réseau ces chercheurs et ces entreprises du monde privé pour réfléchir à ces notions d'éthique : comment construire des data center qui protègent les données sensibles par exemple. La notion de données protégées sont des questions passionnantes, c'est pour ça qu'on parle d'une technique de l'Intelligence artificielle. L'IA est vraiment le carrefour entre les sciences sociales et humaines ainsi que les sciences techniques. C'est sur ces problématiques qu'il faut réfléchir pour obtenir une gouvernance française donc il faut se préparer et se protéger. Ce n'est pas forcément une réponse très technique, c'est un débat passionnant sur lequel il ne faut pas se bloquer en calant des solutions juridiques qui ne correspondent pas à un monde qui va très vite et incapable de correspondre à un monde dont on ne connaît pas le futur pour les applications.

Question pour **Virginie Duby Muller (4 min)**: C'est un sujet que vous connaissez bien la protection des plus jeunes avec notamment la PPL sur la pédocriminalité. Est-ce que vous pouvez nous donner quelques points sur ce sujet-là.

Virginie : Justement, je pense que de plus en plus d'enfants sont exposés à des images qu'ils ne devraient pas voir sur un écran. A partir de deux ans, un enfant regarde environ 3 heures par jour un écran, ça fait environ 1000h/an. C'est énorme en termes de consommation donc il faut

essayer de réguler cela avec certains outils comme le contrôle parental mais qui restent imparfaits. Un site internet a été mis en place (jeprotège mon enfant) qui donne des clefs aux parents pour savoir le dosage à avoir ainsi que les outils possibles. Je pense qu’il faut également interdire les écrans dans les maternels, aujourd’hui il y a des maternelles qui utilisent des tablettes ou autre malgré le fait qu’on sache qu’il existe des effets délétères sur la santé des enfants. Je soutiens une PPL sur l’exposition aux écrans des plus jeunes pour prévoir une plateforme numérique d’information aux parents, pour avoir aussi des mentions spéciales sur les tablettes et autre pour que les parents soient conscients du danger.

Concernant la pédopornographie, il y a évidemment des prédateurs. J’étais récent à Nanterre avec une brigade d’enquêteurs qui surveille cela et on n’imagine pas à quel point les prédateurs sont dangereux ainsi qu’à quel point les enfants y sont exposés. L’enquêteur en question s’est fait passer pour un enfant de 12 ans sur un blog de skyrock et en quelques minutes, il s’est fait brancher par un homme de 53 ans à Nice. C’est assez glaçant, notre enfant peut être aux prises de ce type de prédateur. J’avais fait une PPL justement pour inscrire des personnes qui sont déjà connu pour avoir consulté des images pédopornographiques dans un fichier et pour qu’il y ait une mention sur le passeport de ces personnes. Ces personnes qui sont connus en France avec des antécédents sur le territoire vont ensuite partir en Thaïlande et les autorités judiciaires sur place ne sont pas informées. Ces personnes ont, quelquefois, des fonctions de responsables d’associations en lien avec les enfants donc vous imaginez les dégâts sur place. On n’a pas suffisamment de moyens humains mais aussi de moyens juridiques et législatifs sur ces sujets. Un dernier exemple, un enquêteur qui va cliquer sur un lien hypertexte dans le cadre de son enquête, il doit demander une autorisation au juge. L’idée est de faciliter ces procédures pour pas qu’il soit entravé au cours de son enquête pour qu’il la mène le plus vite possible. C’est un sujet de grande ampleur qui a explosé pendant le confinement avec l’utilisation du numérique pour trouver des victimes et trouver des vidéos de viols en streaming.

Temps de propositions pour conclure le sujet –

Françoise : Écoutez, je voudrais revenir sur la question de la place des femmes. Je voudrais juste donner des chiffres, on est actuellement dans un monde qui est féminisé à moins de 15% comme souvent dans les formations scientifiques (écoles d’ingénieurs à 30%). C’est évidemment un sujet majeur. La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle est, à mon sens, très importante. Ce sont les régions qui ont la charge de ces questions-là au travers d’opérations de lutte contre les stéréotypes de pouvoir amener les jeunes filles dans les

formations. Il faut démontrer qu’il y a des enjeux très intéressants et que les métiers du digital sont aussi des métiers de culture, des métiers créatifs et de communication. On a un vrai travail dans la société en termes d’emploi et d’utilisation dans cette question de la féminisation. On se prive de cerveaux, de visions différentes. En montrant des exemples, il faut pouvoir amener des jeunes filles à s’intéresser aux questions du numérique et du digital.

Sébastien : Le numérique est à la fois fascinant et très inquiétant. Le Pass culture n’aurait pas pu exister sans le numérique et demain c’est-ce qui va nous permettre de mener une politique culturelle à destination des jeunes de 13 à 20 ans en touchant 5 à 6 millions de personnes. C’est un outil qui peut être assez angoissant par soucis de sécurité. Les questions de souveraineté, de piratage sont des questions d’enjeux essentiels. Je n’ai pas l’impression actuellement que chacun soit très informés sur ces problèmes notamment sur la sécurité des mots de passe. On doit apprendre à dompter cet outil en exploitant les possibilités extraordinaires tout en trouvant les limites.

Virginie : Le numérique est un formidable accélérateur et il s’agit de bien le maîtriser. Concernant la jeunesse, il est question de la former en mettant le paquet dessus car ils sont les premiers utilisateurs sans en mesurer le danger et les menaces dont ils peuvent faire l’objet. La clef est de mettre le paquet sur l’éducation aux médias pour qu’ils prennent conscience des dangers.

10h / Table ronde 2 : Génération active - De 25 à 60 ans :

Le numérique pour l’économie, l’avènement d’une nouvelle révolution industrielle et du monde du travail?

Intervenants :

- **Thomas Nebout**, Directeur Territorial du réseau entreprise ARKEA
- **Stella Morabito**, Déléguée générale de l’AFNUM- (Alliance française des industries du numérique)
- **Xavier Vignon** , Président de SOGETREL, un des leaders des services de connectivités

Grands thèmes :

1. Comment le numérique réinvente le monde du travail ?
2. Comment la France peut profiter du numérique pour revitaliser ses territoires ?

Thomas : ARKEA est une petite banque de l’Ouest, sous l’enseigne crédit mutuel. On est 11 mille salariés dans le retail de façon traditionnelle dans le Sud-Ouest et en Bretagne mais on a également des activités nationales entreprises et entreprises avec FORTUNEO. On prend l’alternative d’une banque en format ETI, un modèle plein et entier et très assis sur le développement du numérique et des thinks techs.

Stella : L’AFNUM a un mot clef qui est l’industrie, nous représentons les fabricants d’équipements numériques qui soit pour le grand public ou bien pour les applications B2B. on se définit comme le socle numérique, c’est grâce à nos produits que les couches du numérique peuvent exister comme le software, le cloud. Sans serveurs, sans produits, ils ne pourraient se développer.

Xavier : Je suis effectivement le président de SOGETREL qui est un service pour les infrastructures digitales. Les infrastructures digitales sont les réseaux se composant de fils ou d’antennes télécoms ainsi que les infrastructures de data centers avec les grandes distributions.

Pour commencer ce débat sur l’impact du numérique dans le monde du travail, il faut sûrement entamer la discussion avec en quoi le numérique a-t-il fait naître de nouvelles façons de consommer, de nouveaux usages et en quoi l’entreprise a dû s’adapter à ça ?

Thomas : On l'a dit précédemment, les usages et les consommateurs ont des besoins nouveaux : médiatité, universalité, personnalisation des services. Des services qui peuvent être les mêmes que ce soit à Paris ou à Clermont-Ferrand. Tous ces besoins-là sont cumulés, c'est un vrai choc de fonctionnement. Petit rappel historique : première face 60-90, on était dans une économie de la production ; 90-2000 on était dans une économie du loisir. Le pivotement s'est sûrement fait en 1992 avec la fermeture de Boulogne-Billancourt Renault et en même temps, on ouvrait Disneyland. On a tous rêvé de la réindustrialisation mais force de constater qu'on a pivoté dans les années 90. À la suite de cela, un impact fort de la grande distribution alimentaire qu'on a vu pendant 20/30 ans, les grands groupes ont structuré un maillage fort. Pour illustrer ce point : Intermarché qui a un peu moins de 1000 marchés donc c'est un Intermarché tous les 17km. On a accès partout hyper présent. Il y a quelques jours, le patron de Carrefour a cassé tout ça en déclarant vouloir devenir une digital retail company. Il fait complètement voler en éclats le modèle de l'hypermarché pour devenir un acteur du digital. Effectivement, ils considèrent que le modèle doit être cassé. Ce n'est même plus un phénomène de pivot mais le changement radical d'un groupe. Est-ce que ça marchera ? On verra, ce n'est pas si simple que ça. Vous voyez, il y a quelques semaines, ils devaient se faire racheter par Auchan et maintenant ils deviennent une boîte de digital.

On voit que le monde est en train de changer, on passe maintenant dans une économie de la livraison, une économie de la cross canalité. Que veut dire une économie de la livraison ? On a des enjeux forts, on ne pense pas que c'est conjoncturel mais structurel. On a des besoins forts d'être livré rapidement, Amazon a fait casser ce dogme-là. Rappelez-vous, on avait un petit acteur français appelé Ventes Privées qui faisait des livraisons sous 14 jours. Amazon est arrivé en disant non je vous le livre demain, voir aujourd'hui si premium. Amazon est en train de faire fleurir des plateformes partout pour permettre de tenir ce postulat business. Tout le monde se bat pour la livraison du dernier kilomètre parce que ça veut dire qu'il faut aller vite et comment on arrive à densifier ce truc. Cela pose de réelles questions écologiques. Amazon représente, à Paris, 1/3 des livraisons qui crame un peu la planète.

On s'est rendu compte d'un problème alimentaire quand il fallait cuisiner tout le temps. C'était un peu la fête quand on se faisait livrer par Deliveroo mais des enjeux massifs sur ces plateformes avec une course à la taille pour des acteurs qui veulent européens voir mondiaux. Des dark kitchens, des choses nouvelles qui apparaissent : c'est une nouvelle économie de la distribution, de la livraison plus précisément. On dit également qu'il y a un vrai sujet de cross canalité qui est le e-commerce. Vous allez en boutique, le vendeur vous prend le paiement et ça part tout de suite. Ça maintenant, on le faisait pour le téléphone mais maintenant on le fait

aussi pour les sous-vêtements, les habits, les parfums. Qu'on s'appelle Guerlain, Etam ou je ne sais qui, tout le monde fait ça. C'est devenu le sujet du marketing digital.

Question pour **Stella Morabito (3 Min)** : Est-ce que vous avez des exemples concernant ces évolutions des modes de consommation, et comment le numérique est en train de changer la façon de travailler des personnes en entreprises (rapport à la visio-conférence notamment) ?

Stella : J'avais aussi quelques exemples sur la transformation des modes de consommation lié à l'univers de l'électronique grand public que je connais bien. On s'est tous rendu compte pendant la pandémie que le numérique est devenu indispensable déjà pour communiquer entre nous, pour que les jeunes étudient, pour travailler, pour faire de la gym ou encore pour se faire livrer. C'est désormais le magasin qui vient vers nous, ça a fait bondir les ventes en ligne. On était à 29% des parts de marché de vente en ligne pour les produits électroniques, on est passé 39% en 2020. Logiquement, on peut revenir en magasin mais on ne redescend pas au niveau initial. On se rend compte que des gens qui n'avaient jamais acheté ou très peu à distance, on prit l'habitude de le faire. Se faire livrer les courses alimentaires à la maison, c'est fantastique. De son canapé, on a un rien à faire donc on peut utiliser le week-end pour aller se balader et non pas pour faire des courses. On a de vrais changements d'habitude. Je voulais rebondir sur les droits voisins avec l'exception au droit d'auteur, on connaît très bien ce sujet à l'AFNUM car nous sommes membre de la commission copie privée donc c'est un sujet qui nous occupe depuis des années. C'est un changement du passage à une économie de la fonctionnalité du rôle de l'œuvre culturelle. Les marchés culturels ont radicalement changé, on est passé à l'achat de disques en 2013 à maintenant l'achat d'abonnement en streaming. Le marché physique est dématérialisé pour les ¾ des parts de marché. La même chose est vraie en vidéo, il y a un véritable changement de paradigme sur l'offre culturelle. Est-ce qu'on doit encore payer pour la copie d'un support physique alors qu'on paye déjà des abonnements pour « fruition » comme le disent les Anglais. L'impact sur le travail a été très important que cela soit en positif ou en négatif. En positif, pléthore de personnes se sont retrouvés équipés d'un smartphone avec des outils de travail en ligne qu'ils ne connaissaient pas. Les services de l'état se sont retrouvés à travailler à distance alors qu'ils avaient qu'un ordinateur fixe. Le challenge est de mieux pouvoir gérer l'équilibre en vie professionnelle et vie privée, possible d'accueillir le plombier à la maison sans prendre un demi RTT pour. C'est une augmentation importante de la productivité mais le pendant négatif est qu'on devient disponible 24h/24 7j/7. On perd complètement cette limite entre vie privée et vie professionnelle mais c'est un point que

l’entreprise doit apprendre à gérer et le salarié aussi. C’est vraiment le changement de paradigme que le numérique induit dans tout acte de notre vie en tant que citoyen, salarié ou personne.

On a parlé de consommation numérique, de télétravail. M. Vignon, comment les infrastructures doivent s’adapter et de cette manière est-ce que ça va accélérer le déploiement de la fibre ?

Xavier : Le problème de la poule et de l’œuf ou bien de l’offre et de la demande. Là vous parlez de la demande qui s’est créée mais personne n’aurait imaginé cette demande il y a 10 ans. Cette demande s’est créée de rien le jour où on a commencé réellement à communiquer et augmenter le débit sans s’en rendre compte. Pour certains, vous avez connu le minitel, tout le monde s’en souvient. On a inventé l’ADSL pour augmenter le débit car l’attente était insupportable pour tout le monde, c’est comme ça qu’est né le principe du très haut débit. On s’est rendu compte le haut débit à 30méga en ADSL n’était pas suffisant, il fallait trouver autre chose et la fibre est arrivée. En augmentant le débit, ça a donné des idées à d’autres personnes sur les fonctionnalités de ce débit et comment réaliser de nouveaux services. Sur le sujet des usages et des infrastructures car tout est lié, qui a envie de retourner à la SNCF pour commander un billet de train ? Cela serait une révolution s’il fallait revenir à l’ancien mode de consommation avec le papier pour le billet de train auprès de la caissière. C’est un point de non-retour. Cet usage s’est renforcé à mesure qu’on ait augmenté le très haut débit. Ces infrastructures ont été lancées, il n’y a pas moins de vingt ans. On a pris beaucoup de temps à y arriver car on a dû enlever le fil de cuivre pour le remplacer un fil de fibre en verre et c’est plus de 200 millions de km de fils qu’il faut changer en France (15 millions de poteaux, 10 mille bâtiments dans lesquelles convergent tous les fils). Les 10 milles bâtiments sont à refondre complètement mais il y a 100 milles répartiteurs et sous-répartiteurs aussi à refondre. Tout est à refaire, tout ne se fait pas du jour au lendemain. Aujourd’hui, il y a 42 millions d’habitants en France, il y a 27 millions d’habitats qui sont fibrés dont tout Paris, la banlieue parisienne et l’Ile de France. Cependant, à mesure qu’on va dans les zones moins denses, qui est un problème d’aménagement numérique de territoire, ça coûte plus cher et c’est plus long. C’est en cours de route ! En moyenne la profession cible 6 millions d’habitats, tous les ans on fait +30/+40/+50% de production de fibre. On est à un plateau qu’on ne dépassera plus maintenant autour des 6 millions jusqu’à 2025.

On arrive à la question de l'entreprise qui se transforme mais sous quelle modalité. M. Nebout, on parle beaucoup de l'émergence de la start-up comme entité reine du monde numérique : est-ce que l'affirmation « small is beautiful » est toujours vraie ?

Thomas : C'est l'économiste Schumacher qui disait que « small is beautiful », effectivement les start-ups ont plein d'atout : agilité, capacité à faire des ruptures technologiques, aller très vite, conquérir un marché, être scalable (pouvoir dupliquer dans un autre pays). Elles ont tout de même des difficultés financières, bien souvent elles ne sont pas rentables (même au bout de 10 ans). On les oppose aux grands groupes qu'on dit bien souvent vieillissant avec un rythme long avec la remise en question des conglomérats. Est-ce pertinent d'avoir des conglomérats ? ENGIE a vocation de saucissonner en trois business units ses activités. Y-a-t-il une pertinence à être multimétier ? Probablement pas. Les start-ups vont adresser avec perfection une demande un marché sans s'éparpiller et ça va impacter les grands groupes qui se sont éparpillés. Les start-ups questionnent, intéressent, on voit beaucoup de liquidités qui affluent pour consolider les activités parce que leur but est de consolider ces activités pour la course à la taille et être le premier du secteur. Cela va très vite. On pense qu'on ne doit pas opposer start-ups et grands corporates car ils peuvent se nourrir de réflexion commune. on est sur des rythmes différents, du court terme/long terme ou encore fragilité/solidité. Une sous-catégorie particulière qu'on connaît bien chez ARKEA qui sont les think techs. C'est très bien d'avoir des start-ups car on souhaite une immédiatité des flux commerciaux mais il faut également une immédiatité des flux financiers. C'est un vrai challenge de régulation aussi, on a la chance en France d'avoir un régulateur qui marche très bien et qui évite des dérives de certains think techs (CEPER). Nous les think techs scrollent tous les sites marchands qui sont enrôlés pour éviter le trafic d'armes ou autre. Cela pose aussi des questions de valorisation avec la première licorne française qui est une banque. C'est un petit acteur qui s'appelle Qonto et qui vaut 4 milliards euro pour comparaison la Société Générale c'est 25 milliards. On voit que ce nouveau monde financier nous chahute mais probablement, à nous, groupe plutôt traditionnel de travailler en open data. On est convaincu qu'il faut fédérer des acteurs de toutes tailles avec des technologies souvent en ruptures mais particulièrement intéressantes pour adresser les besoins des acteurs et des consommateurs.

M. Vignon, j’avais promis de vous redonner la parole sur la question de l’aménagement des territoires. Comment la France peut profiter du numérique pour revitaliser les territoires ?

Xavier : Si vous me permettez, la question est mal posée. La France et les territoires, on pense que la France c’est l’état et les territoires représentent les collectivités territoriales/les régions/les départements/les villes. Évidemment, ce sont des corps différents ayant des rôles différents. L’état a une stratégie portée par les élus qui est l’article 14-25-1 du code des collectivités territoriales qui a donné la possibilité aux collectivités d’investir dans les infrastructures. Qui est responsable des infrastructures de réseau et donc de territoires connectés ? Ce sont les collectivités. Ce n’est pas la France, ce sont les villes. L’état comme stratégie fixe une politique qui inspire les collectivités d’apprendre et accéder au savoir mais ce sont les territoires qui profitent du numérique pour redynamiser leurs territoires. Les territoires sont 100% responsables de leur politique avec le pouvoir du 14-25-1, les élus l’ont parfaitement compris et ont pris en charge le projet. Les trois gouvernements successifs ont tous été très constant, même Emmanuel Macron fervent défenseur de ce projet. Ni gauche, ni droite, ils ont été constants. Une des questions clefs des industriels étaient des certitudes sur les investissements que vous voulez réaliser. Sans ces certitudes, nous n’investirons pas dans la formation, le recrutement, etc. Ils ont garanti les financements et aidé les collectivités dans les politiques de territoires. Revitaliser le territoire ? Les territoires se sont revitalisés, c’est en cours d’ailleurs. Je suis émerveillé de voir, pendant les universités du très haut débit à Saint-Etienne, les élus en charge du numérique au niveau du département comme au syndicat intercommunal. On est complétement pris dans le jeu du numérique en se demandant ce qui faudrait construire et investir pour améliorer la vie des citoyens. Il y a des initiatives extraordinaires qui marchent très bien partout dont on n’en parle pas assez car ça n’intéresse pas au niveau national même si tout le monde est au courant au niveau local. La fibre (les 40 millions) va être fait. 95% de l’habitat fibré est financé, il reste encore 5% donc 2 millions d’habitats donc en moyenne 5 millions de personnes. C’est 5 millions ne sont pas financés donc n’aura pas de fibre car il n’y a aucune certitude comme aucun engagement politique. La question est comment les collectivités doivent continuer de se prendre en charge pour avancer la connectivité de manière générale. En France, il y a 35 mille communes dont 60% des communes ont moins de 500 habitants donc le pauvre maire qui a un demi-assistant administratif de catégorie C parce que ce n’est pas possible d’avoir un catégorie B, le maire se trouve perdu car il n’est pas forcément compétent au niveau numérique. On parle des maires de moins de 500 habitants mais on peut parler de ceux de 10 mille habitants car il n’a aucune compétence et

il n'est pas élu pour cela donc il n'a pas de structure derrière lui pour gérer cela. La question est comment faire émerger les savoirs dans les organisations administratives territoriales car c'est la clef. Il faut que ça se fasse à un niveau territoire suffisant dont les syndicats territorial communaux ou les départements pour qu'une organisation puisse émerger avec des compétences de haut niveau et durable.

Peut-être pour équilibrer le débat entre la fibre et la 5G. En quoi les nouvelles technologies au-delà de la fibre, comme la 5G, peut servir à dynamiser les territoires tout en offrant de nouveaux leviers aux grandes verticales (e.g., agriculture) ?

Stella : Peut-être que parler de 5G pour les territoires est un peu réducteur parce qu'on parle plutôt d'objets ou de capteurs connectés qui vont pouvoir monitorer toute une série de flux comme les flux énergétiques, d'eau, de déchets, de trafic et de mobilité. Il y a l'analyse de ces données donc l'IA rentre en jeu également. Pour certaines utilisations, le fait d'avoir des réseaux, comme le réseau 5G standalone mis en œuvre fin 2023 – 2024, va devenir vital pour les territoires connectés. Il y en a 3 qui vont devenir vital pour ces territoires : très faible latence, très haut débit, grande bande passante. Or, quand vous avez des applications de sécurité, je pense notamment aux caméras de vidéosurveillance qui occupe une bande passante importante, il est crucial d'avoir la technologie qui puisse supporter cette bande passante. Puis, la possibilité de la 5G est de connecter massivement des objets donc quand on a un déploiement massif de capteurs forcément il faut qu'ils puissent à être connecter à un système sans fil. C'est l'intérêt global pour une ville ou un territoire intelligent quand on veut analyser en quasi-temps réel une série de flux. L'exemple de la santé est très intéressant que l'on a pu expliciter lors d'une matinée à Bercy, la 5G va permettre de changer les usages à l'hôpital : le repérage des machines (les machines qui se déplacent) ; dans les salles d'opérations, il y a un besoin d'avoir dû sans fil pour éviter le rebranchement et la désinfection obsolète ; superposition des informations (avec la convergence de deux technologies comme radio et IRM par exemple). Ce sont les usages concrets de la 5G. Bien évidemment, on en arrive à l'opération à distance qui peut être motivé par divers cas. Autres cas, il y a l'ambulance connectée avec l'information qui va dans les deux sens, c'est-à-dire pouvoir localiser l'ambulance pour savoir quand elle arrive au point d'urgence jusqu'à l'hôpital. L'idéal est la communication avec les urgentistes en direct de l'ambulance pour communiquer sur l'état des patients, cela peut être à deux sens aussi. On maintient ainsi l'hôpital à la maison que ce soit pour les gens sortant de maladie ou bien les personnes âgées pour checker leurs indices vitaux et lancer des alertes en temps réel quand cela

ne va pas. Cela montre ainsi comme concrètement l'hôpital est ancré dans le territoire et comment certains CHU ont commencé à faire des expérimentations de la 5G pour améliorer leur quotidien.

Pour l'agriculture, vous avez des cas extrêmement intéressants notamment de 5G et d'IA et d'edge-computing couplé avec des drones, on va avoir des techniques de drones qui survolent les champs et par spectrographie (analyse de tout le spectre de lumière renvoyé par les cultures). On est capable de voir si les cultures sont attaquées grâce aux analyses d'IA. Cela permet un épandage de phytosanitaire qui est au plus près des besoins et avec un impact environnemental diminué.

On a parlé de tous les différents constats, avec des débuts de solutions. Je vais vous laisser conclure de la manière que vous souhaitez avec l'angle de quelle action pour demain et améliorer ce qui doit l'être et notamment sur ce que l'État doit s'abstenir sur ce qui ne doit pas l'être.

Xavier : Il faut garder une vision positive même si c'est compliqué en France. Vive l'augmentation de l'homme via des gadgets comme des lunettes. L'homme augmenté (avec les lunettes) pourra un jour être électronique ou voir de nuit. Est-ce bien d'être un homme augmenté ? On s'en est tous rendu compte et on a tous envie de continuer de l'être. Faut-il en avoir peu ? Cela dépend de la posture technique et technologie. C'est une question de regard sur demain. Le moulin de vent est le premier robot que l'homme a inventé au Ve siècle, moulin très écologique. Cela permet à moindre effort et moindre mal de produire quelque chose de meilleure qualité, plus vite et moins cher. Tout ce que l'homme a fait pendant des siècles et des siècles c'est de construire des robots dans cette optique. La question se pose sur l'usage qu'on en fait. L'électronique est rentré dans le quotidien dans le sens du commerce et cela change notre vie également. Si vous avez la transformation numérique des dix dernières années, vous allez adorer ce qui va nous arriver dans les dix années à venir. 60% des habitats sont fibrés, on a ainsi un écart de service entre demain et hier. Cela ne fait que commencer et on va continuer lourdement sur ce sujet. L'individu numérique existe où il n'y a viol que lorsque la justice estime qu'il n'y a pas le droit de le faire. Or, la justice est l'État de droit qui définit ce qu'est un individu et comment le protéger mais l'individu numérique n'existe pas donc il n'y a pas de viol sur internet vu que l'individu n'existe pas au sens du droit. La question se pose sur comment protéger cet individu mais tant qu'il n'existe pas cela ne marchera pas. C'est une question fondamentale pour nos enfants, c'est la société que l'on souhaite construire. L'autre point c'est

l'aménagement des territoires et comment ils peuvent s'organiser au savoir technologique mais il faut laisser faire.

Thomas : Je repensais à une rencontre avec le fondateur de Doctolib, il y a ¾ ans où il venait de rentrer à PHP pour tester techniquement leur solution. On voit la réussite à la française ! C'est peut-être cela notre touche française via une régulation par l'état et par l'unificacité du système privé de permettre l'émergence de start-ups qui peuvent révolutionner nos vies. On a compris l'enjeu de se développer rapidement et d'être l'acteur principal. Ce que l'on voit c'est l'importance de l'état d'allouer du cash rapidement avec une compétition qui n'est pas française mais européenne voire mondiale. Il faut arriver à consolider ces acteurs, il ne faut pas les opposer aux gros. C'est l'effet de David et Goliath avec l'idée que les deux peuvent aller ensemble avec l'exemple de L'Oréal s'alliant avec une start-up. « Tech for good » est le mot à retenir aujourd'hui pour permettre aux territoires d'être désenclavé, de permettre le même accès à la santé. C'est peut-être ça le succès à la française.

Stella : Ma conclusion serait sur les changements de paradigme, l'Homme craint le changement. On voudrait que tout soit immuable parce que c'est plus facile à gérer mais le changement fait partie de la vie. Mon message est, sans être angélique, de ne pas avoir peur du numérique car cela entraîne l'homme augmenté et on saura bien content d'avoir évolué dans certains sens. Il est clair que cela va impacter les métiers dont les formations initiales des jeunes mais aussi sur les travailleurs que nous sommes avec par exemple l'interaction en ligne que l'on a dû apprendre du jour au lendemain. Il va y avoir des impacts plus profonds quand on parle de la robotisation sur les métiers, c'est sûr qu'un contrôleur dans une usine ne va plus un contrôle visuel des soudures mais monitore via l'IA le rythme des soudures des voitures sur toute la ligne de production. Donc, celui contrôlant visuellement les soudures est devenu un expert en informatique qui regarde des graphiques s'affichant sur un écran. On n'a pas perdu un métier, on le change radicalement. Encore une fois, le challenge sera savoir s'adapter, être résilient à ces changements pour les accompagner plutôt que les contrer. On parle d'impact du numérique sur l'environnement. Impact a déjà une connotation négative lors qu'on le définit comme le fait de donner un coup. Le point que je voudrais faire est qu'il faudrait parler de bilan du numérique sur l'environnement avec la notion de balance. Aujourd'hui, on entend parler que des effets négatifs avec des productions riches qui nous expliquent que 3,5% des émissions mondiales des gaz à effet de serre sont par fait par le numérique. Pourquoi ne parle-t-on pas du positif ? Quand je reste à la maison, je ne prends pas de voiture pour travailler donc je ne suis pas dans les

18 novembre 2022 – matinée de l'Innovation

bouchons à émettre du gaz à effet de serre donc en réalité, c'est le bilan qu'on devrait faire pour voir la résultante. La Commission européenne en conclut que l'impact serait plutôt positif. Il faut essayer d'objectiver le débat. Il est beaucoup plus facile d'analyser l'impact d'une action plutôt que l'impact d'un écosystème. Quand on veut faire un bilan, c'est l'écosystème que l'on veut prendre en compte et non une action précise.

11h / Table ronde 3 : Génération 60 ans et + - Le numérique pour la santé et répondre à la transition démographique

Intervenants :

- **Sibylle Le Maire**, Fondatrice du Club Landoy (Think tank dédié à la révolution démographique).
- **Jacques Marceau** Président Aromates, administrateur Fondation Concorde et l’écriture de plusieurs tribunes sur la médecine préventive et la transformation du système.
- **Luc Broussy** président de France Silver Eco, une association qui a vocation à fédérer des acteurs et des services qui sont destinés à répondre aux besoins des seniors.
- **Patrick Levy Waitz** , Président de la Fondation travailler autrement (think tank spécialisé dans la question du travail et à l’avant-garde de ces questions)
- **Nicolas Lefebvre**, CEO AdEchoTech et une entreprise spécialisée dans la télééchographie qui nous permettra d’aborder comment le numérique change le monde hospitalier.

Grands thèmes:

1. Le numérique : des outils au service du “bien vieillir”
2. L’utilisation de la data : la promesse d’un système de santé capable de traiter des volumes de patients et de procédures largement supérieurs ?

Le numérique au service de la transition démographique

En quoi le numérique, longtemps vu comme l’affaire des jeunes générations, est en train de devenir un outil clé pour les seniors ?

Luc : Pendant longtemps, la question du numérique est un des grands impensés des politiques sociales. Quand on est dans le secteur médico-social, vous n’aviez pas un colloque à l’époque sans un travailleur social sur l’antagoniste entre le robot et l’humain. On a vécu avec cette épée de Damoclès où à chaque fois qu’on parlait de numérique, de robotique et de nouvelles technologies en général, on avait quelqu’un en face qui rétorquer que l’argument de l’Humain. C’était un peu gênant parce que ce débat plaisait à certains. Il y a eu la crise sanitaire qui a montré qu’il y a un switch dans le monde de la silver economy. A un moment donné, on se rend compte, pendant la crise, qu’au fond le numérique n’était pas déshumanisant mais au contraire,

pouvait être le facteur qui relie les Hommes entre eux. On l'a tous vécu la question cruciale entre les familles et les résidents des EHPAD. On a vu également comment les outils ont été usés en EHPAD à cette vocation là pour permettre une recrudescence des relations sociales. La crise sanitaire a débloqué un verrou. Non seulement le numérique n'est pas l'ennemi de l'Humain mais si utilisé à bon escient, il peut devenir le meilleur ami de l'Homme. Je me permets de donner une petite définition de la silver economy : c'est d'abord la façon dont les entreprises et les associations vont prendre en compte la transition démographique au sein de l'évolution de leur offre/produit. Donc, nous qui travaillons dans le domaine de la silver economy, nous avons des start-ups économiques mais aussi des acteurs divers comme la Poste ou encore des banques, des conseillers régionaux. Chaque institution s'est dit que le vieillissement démographique va avoir un impact sur notre activité. On voit que la silver economy n'est pas un secteur industriel mais plus une méthode et une façon de penser les choses. La silver economy est à la fois l'économie de l'innovation et de la bienveillance. Pourquoi la bienveillance ? Aujourd'hui, toutes les start-ups et entreprises tentent de s'engouffrer dans des services qui n'existent pas donc c'est l'innovation. La bienveillance se transcrit par le fait que ces services doivent avoir une finalité pour une entreprise de faire du profit mais avec la notion d'améliorer la vie des personnes âgées. Là-dedans, le numérique est en train de prendre sa place. Je reviens sur ce que Cédric O avec le plan qu'il a mis en place : il a délégué quatre mille conseillers numériques sur le territoire attachés au centre communal d'action social. Ces conseillers sont spécialisés sur l'illectronisme des seniors, ils ont pour fonction d'amener vers l'usage du numérique pour les gens qui y étaient éloignés. Le verrou culturel est en train de s'effondrer. Bientôt la question des vieux et du numérique ne se posera plus avec le remplacement des cohortes générationnelles.

Au-delà de la « silver economy », en quoi le numérique peut-il être un accompagnant de la transition démographique au sens large ?

Sybille : Vous ramassez deux sujets dans votre question avec la transition numérique et la transition démographique, si je comprends bien. En effet, la transition numérique est adressée déjà depuis un certain temps mais la transition démographique est trop souvent ignorée d'où la création de notre Think Tank avec la question de la solvabilité du marché. Je répondrais rapidement en trois temps :

- En termes d'usage, le Club Landoy émet chaque année une étude avec Jérôme Fourquet de l'IFOP. Il est vrai qu'il y a un rattrapage dans l'usage du numérique auprès des

séniors qui a été très fortement accélérée par la crise sanitaire (+5 points d'usages sur les smartphones avec les achats en termes d'ordinateurs ou de tablettes stagnent). Il ne faut pas être étonné dans les croissances d'achats car ce qui motive les seniors c'est le besoin de lien, la recherche de relation avec les proches d'où l'achat de téléphone avec la vidéo et les réseaux sociaux. 77% des personnes de plus de 60 ans, dans l'étude, s'estiment experts donc on peut s'en réjouir.

- Le regard du Club Landoy, on a la fois des économistes, des sociologues, des ethnologues mais aussi des chefs d'entreprises qu'on attend peut-être moins sur ce sujet comme le groupe MEETIC. Pourquoi adresser cette question ? Le numérique traverse l'intégralité des entreprises d'aujourd'hui. Elle vient reconsidérer le repilotage des âges en entreprise avec un point commun, que l'on soit sénior ou non, l'élaboration d'un nouveau contrat social entre les différentes générations. Pour ce contrat, il ne faut pas trop segmenter les sujets en mettant les seniors d'un côté et les jeunes de l'autre dans l'entreprise. Il y a une réalité qui est l'accélération de l'obsolescence des compétences en entreprise où on est tous confronté à cette problématique. Dans les années 70, une compétence en entreprise durait à peu près 20 ans. Maintenant, elle dure entre 6 mois et 5 ans. Demain, on estime qu'elle aurait environ 1 an. Cela adresse un problème majeur qui est celui de la formation sous-évaluée, sous-estimée, sous-utilisée en entreprise. 27% des actifs de plus de 47 ans suivent une formation en France, c'est inquiétant. Nous sommes très loin de nos compatriotes européens. La formation n'est pas qu'une question de senior, c'est une formation en continue qu'il va falloir opérer et organiser en entreprise. C'est un chantier considérable.

- Du point de vue de Bayard, vous ne serez pas étonné que le groupe qui adresse les jeunes avec une telle responsabilité. Le capital travail et santé de ce jeune lecteur doit être projeté de manière très différente. Ce qui est intéressant, c'est l'existence d'un site tout particulièrement adressé aux seniors qui s'appelle « Notre temps » adressant 6 millions de personnes tous les jours. On est passé d'un site s'appelant « Compagnon » qui était un site d'information pour maintenant un site plus serviciel avec les attentes des seniors qui se mettent du côté des services.

En quoi la domotique, et les capteurs intelligents (de chute notamment) peuvent participer à cette transition démographique ?

Jacques : Je voudrais introduire sur le propos du lien dans le numérique pour introduire mon propos. Les usages plébiscités sont ceux du lien avec une problématique actuelle qui est du maintien à domicile avec une doxal qui se développe. Les principales difficultés du grand âge c’est la solitude. Au demeurant, il faut garder en tête que le numérique est un merveilleux outil d’ailleurs Xavier Vignon le soulignait précédemment. Il permet d’augmenter les possibilités d’avant sur la réalisation de certaines tâches ou d’apporter des solutions à des problématiques. Il y a une place pour l’humain et une pour le numérique, ils sont même complémentaires. Effectivement, la domotique apporte d’innombrables solutions à des personnes âgées ou isolées courant des dangers (chute, malaise, etc). Avec l’IA, il serait possible de pouvoir détecter une dépression ou un problème psychologique avec l’idée de la prévention. Il y a un apport de la domotique et des capteurs sans oublier la chaîne qui existe. On a beaucoup promu l’ambulatoire comme solution miracle pour soulager l’hôpital, 25% des personnes ayant subi une opération en ambulatoire sont ré-hospitalisés. C’est un chiffre dont on ne parle pas. Là ne tombant pas dans le solutionnisme numérique qui consiste à dire « y a qu’a » mettre des capteurs, de la domotique et les gens vont rester seuls chez eux. L’EHPAD ne devrait plus être un mot qui fait peur avec le concept « d’éviter l’EHPAD ». Cela ne devrait plus exister, il faudrait ainsi conjuguer les moyens et utiliser le numérique pour ses meilleurs côtés.

Sur la question clé de l’adaptation du logement / de l’adaptation des villes, en quoi le numérique peut servir d’accélérateur ou de facilitateur de cette adaptation ?

Luc : J’ai remis au mois de mai 2021 un rapport interministériel à Brigitte Bourignon et à Emmanuel Wargon et d’autres. Cela m’a permis une approche holistique avec l’idée que si on souhaite vieillir à domicile, ça concerne le logement, la ville et les territoires. On ne vieillit pas de la même façon suivant les territoires. La deuxième chose est la notion d’adaptation du logement est amenée à changer. Il n’y aura pas seulement des bars d’appui dans la douche mais on va avoir internet et toutes les technologies développées qui vont permettre de prévenir les chutes avec 9 mille seniors de 65 ans et plus meurent d’accident domestique. Ce chiffre n’a pas bougé d’un iota depuis 20 ans avec aucune politique publique volontariste n’est venu faire baisser ce chiffre. L’adaptation des logements est à la fois une question d’artisan et de domotique aussi. On visite un deux pièces d’une senior mais la réalité est qu’on n’avait pas

regardé les besoins profonds de ces personnes (du style volet roulant, etc). Il y a une autre adaptation qui va avoir lieu qui sont les gens qui veulent vivre chez eux sans vivre chez eux. Il faut arrêter cette espèce de religion sur l'habitat source de souvenirs avec le concept de dire qu'un simple pavillon est négatif alors qu'il existe le facteur d'accident domestique. C'est la notion de chez soi qui va évoluer d'où l'explosion, sur notre territoire, des résidences services seniors qui sont d'ailleurs domotisées. Il faut arrêter de diaboliser les EHPAD avec les post-68ard qui veulent révolutionner la vieillesse. Ils veulent pouvoir maîtriser leur vieillissement alors que non seulement le numérique va jouer un rôle crucial pour adapter le logement pour le changer au cœur de la ville plutôt qu'être relégué dans le périurbain.

Le numérique au service de l'égalité

Sur l'employabilité des seniors comment le numérique peut permettre de changer les règles du jeu pour limiter cette source d'inégalité »

Patrick : Je vais faire un passage par les territoires parce qu'on parle du numérique mais on oublie de poser ce qui est le cœur de réacteur de ce sujet. Le numérique est à l'image de l'écriture ou l'informatique en son temps donc c'est une infrastructure qui bouleverse notre manière de vivre, de consommer ainsi que notre manière d'appréhender notre vie. Ces infrastructures bouleversent notre vie. Je voudrais rappeler que la première bulle internet date d'il y a 20 ans. Il y a trois ans, on avait plus de 50% du territoire qui n'était pas fibré et pour lequel nous n'avions pas la capacité d'envoyer en dehors des grandes villes et encore dans pas toutes les métropoles, ça dépend des endroits, où on était incapable d'envoyer un pdf ou un word. Pour utiliser le numérique, on parle de numérique depuis 25 ans et en effet la révolution des infrastructures est en train de terminer son installation. En gros, en 2024, toute la France sera fibrée. Nous n'avons jamais eu autant, dans les enquêtes d'opinion, besoin de service de proximité. La question est : pourquoi ? Il faut regarder les capacités des infrastructures d'apporter, notamment sur la question d'accessibilité aux services et ce qu'elles enlèvent. Elles sont capables d'apporter à chacun d'entre nous ce dont il a besoin directement. Quand il s'agit d'un acte administratif comme remplir notre feuille d'imposition, pourquoi on n'est pas capable d'avoir tous les droits pour des domaines comme la santé ou encore d'autres services avec l'idée d'une carte numérique avec plus de documents à remplir grâce aux données pour réduire le temps inutile. Qu'est-ce que cela veut dire dans nos entreprises et organisations demain ? Nous n'aurons plus de middle-office ou de back-office au sens administratif du terme tel que cela

existait. Nous aurons donc besoin d'autre chose. L'erreur est d'avoir pensé qu'en faisant un acte administratif l'important c'était l'acte. Or, l'important est le lien qu'avec une personne qui soit âgée ou non avec une personne au guichet avec laquelle elle avait un lien, une discussion, un échange humain qui était peut-être plus important que l'acte administratif pour lequel elle venait dans le service en question. En réalité, le numérique sépare ce qui est l'usage inutile en le digitalisant et partout sur le territoire, on va avoir une demande de care. Cette société du care qui était portée à l'époque par une certaine gauche française. En fait, ce n'est pas le care au sens social mais au sens d'envie de partager du temps en reconstruisant des collectifs qui étaient individualisés. On reconstruit partout sous une forme, sous une forme ou autre, le besoin de refaire société ensemble. C'est-ce que le numérique est en train d'apporter avec pour preuve la mission que m'a confié le gouvernement sur les tiers-lieux avec le plan du gouvernement de créer deux mille maisons de services au public. Le nombre de tiers-lieux est créé en majorité avec des citoyens mobilisés et structurant trois mille cinq cents sans intervention publique ou en soutien de l'intervention publique. La construction de notre société passera inévitablement par une plateformes d'absolument tous les services possibles et par un retour de besoins de care. On sait que dans les cinq ans qui viennent, on a besoin de 350 mille personnes qui aident évidemment les plus anciens et qui constituent nos problèmes d'attractivité, d'employabilité ou comment redonner de la vigueur à ces métiers. Au fond la question de l'âge s'estompe, la COVID-19 a fait passer la question du jeune dans sa start-up à la compréhension de ce qu'il pouvait apporter et ce qu'il manquait quand on l'utilisait. Quand on regarde le flux de populations, notamment de cadres, on se rend compte à quel point la recherche et l'aspiration des Français c'est de retrouver une capacité à vivre en enlevant les tâches inutiles pour se focaliser sur son entourage. On voit que plus les infrastructures du numérique s'installent, plus la demande politique et citoyenne est de refaire société ensemble pour redonner vie au collectif. Ce serait une erreur de croire que les Français souhaitent revenir en arrière, ils veulent donner du sens à ce que cela veut dire « d'être ensemble ». Elle n'est pas savoir dire où est qui et comment. Elle est de dire comment on est capable de retrouver le sens commun collectivement. L'illéctronisme pèse sur notre société avec son besoin de retrouver le lien humain nécessaire.

Sur la question des diagnostics à distance - En quoi l'échographie à distance est un exemple type et en quoi cela permet de dynamiser certains territoires isolés ?

Nicolas : Je me reconnais dans les problématiques d'accès au sein comme je vis dans un village de moins de 500 habitants et dans une petite commune dans le Centre. Pour information, il faut

entre 6 mois et 1 an pour un rendez-vous à l'ophtalmologue dans ma région, pareil pour le gynécologue. Pour un médecin généraliste, on ne peut pas y avoir accès en tant que nouvel habitant parce que les cabinets sont complètement saturés. Il y a une grande inégalité entre les grosses villes et les territoires. Je suis directeur général mais je n'ai pas créé la société mais mon père qui est lui-même médecin-échographiste. Il possède actuellement 3 cabinets privés parce qu'il se rendait compte que les gens faisaient 1h30 de route pour venir le voir pour faire une échographie. Adechotech ont mis en place un robot (asservi par le médecin) pour faire des échographies à distance. Dans les années 2008, on est issu de l'immigration de la médecine spatiale avec le projet Mars 2020 mais on a hérité de cette technologie avec des installations plutôt en Amérique du Nord ou en Europe du Nord. L'objectif est, dans des grands territoires isolés sans praticiens, que la télé-échographie va permettre d'amener à ces populations l'échographie au plus près. L'échographie c'est 30 millions d'actes en France, le premier examen d'imagerie au monde et le premier examen dans le parcours de soin du patient. Malheureusement, on a été obligé de se développer en France qui n'était pas notre marché initial. En France, il y a à peu près 13 radiologues pour 100 mille habitants en moyenne et dans certains territoires, il y a moins de 4 radiologues pour 100 mille habitants pour un peu moins de la moitié du territoire. Les départs à la retraite sont de plus en plus nombreux. On ne devrait pas à avoir à mettre en place ce type d'outil sur le territoire français mais on équipe des centres hospitaliers comme le site de Chateaubriand dans la Loire qui est un bassin de 80 mille personnes. A partir du 1 avril 2021, il n'y aurait eu plus aucun radiologue dans le bassin pour faire les examens. On parle aussi beaucoup des EHPAD où on est obligé de faire sortir les seniors pour leur faire passer un examen, ça a tendance à les perturber psychologiquement. Le faire de remettre en place des examens spécialisés au sein des campagnes permet de maintenir en vie des hôpitaux au bord de la fermeture. Les outils de télémédecine doivent être au service des patients dans les territoires isolés mais ne doivent en aucun cas remplacer un médecin quand il y en a un sur place. On n'a pas vocation à remplacer un médecin ayant une présence humaine auprès du patient. On a beaucoup travaillé avec Huawei sur la visioconférence, on a voulu raccrocher à ce concept pour permettre au médecin d'être sur place avec le patient.

Quelle est votre vision sur les leviers offerts par le numérique pour lutter contre la fracture numérique ou la question des zones blanches ?

Sybille : L'enjeu de l'attribution sur ce que va faire le digital balaie toutes les générations. Chez Bayard, on a pour souvenir que nos grand-mères disaient « lâche ce livre et va jouer dehors »,

nos parents disaient « lâche cette bande-dessinée et va prendre un livre » et la question du digital arrive dans les usages des enfants est encore en interrogation. Je suis au regret d'annoncer que c'est le soucis numéro un et une grande source de tensions entre les familles notamment avec les grands-parents qui sont plus lâches sur la question. C'est aussi, pour les entreprises, la question des aidants, pour reprendre le point abordé : qu'est-ce qui fait société et qu'est-ce qui fait entreprise aujourd'hui ? La question de la crise pose la question du temps de présence en entreprise. Ma génération et la suivante aura adresser un phénomène bien adressé aux Etats-Unis qui est l'arbitrage entre le breadwinning et le caregiving, un point fondamental parce qu'on doit partager son temps comme on est aidant. L'enjeu de la transition démographique est ancré dans cet arbitrage donc les entreprises sont happées par cette question en devant réadresser ces questions-là. La proposition qu'on tente de faire au Club Landoy avec une vingtaine d'entreprises est que si on passe en moyenne 20 ans à la retraite, pourquoi pas former un parcours sup des vieux. On demande bien aux jeunes de se former pour passer 30 ans en entreprise, alors qu'en France, une formation pour les seniors durent moins de deux ans. Pourquoi un parcours sup ? Il y a une interrogation de la part des seniors avec une capacité de payer l'impôt extrêmement facile mais pour pouvoir se projeter est plus compliqué révélant une profonde inégalité au sein de la population française. C'est un double problématique car cela crée un problématique économique très violente pour la France car nous sommes en retard sous couvert qu'on n'adresse pas le sentiment d'utilité des seniors. Ce n'est pas que les seniors ne veulent rien faire c'est qu'ils ne savent pas quoi faire. Il faut impérativement réfléchir pour les seniors pour qu'ils se maintiennent en activité, ce d'autant plus que les économistes ont tout à fait corrélé le recul en dépendance avec le maintien en activité. Ce parcours sup est un temps donné à la fois en numérique et en présentiel où le senior aura la possibilité de se projeter en termes financiers, de formation et de volonté d'une activité de socialisation ou non si il le souhaite.

Mot de la fin

Patrick : Les 27 ans de vie après la retraite se structurent autour d'une question. Notre société se pose la question actuellement de comment apporter du care mais aussi comment nous sommes capables de construire des infrastructures de la société de demain. Nous avons une richesse de compétences qui part. Au lieu d'utiliser des grands cabinets de conseil, l'État ou les collectivités pourraient utiliser les compétences qui partent des entreprises avec l'idée de faire du temps partiel avec ces dites entreprises pour pouvoir former les juniors et au fond de monter

une capacité d'ingénierie territoriale. Quand on parle avec les élus, ils mettent en lumière un problème d'ingénierie alors qu'on a deux côtés avec une classe d'âge à 60 ans qui partent à la retraite. Il y a une capacité collective d'utiliser ces compétences et permettre de répondre à la notion d'utilité. Il y a quelque chose dans ce pays qui ne fonctionne pas car nous ne considérons pas que la compétence et l'expérience permettent de gagner du temps. Or, nous sommes dans une société qui a besoin d'aller vite. Deuxième point, on est un vieux continent et on s'en est offusqué en passant notre temps à le refuser au lieu d'en faire un atout. Un atout pour tous. C'est toujours la même question avec le refus de passer l'obstacle. Il faut dépasser la réalité et faire de nos sociétés en les faisant avancer avec l'expérience et la compétence. On a une belle formule populaire qui est l'Homme est un loup pour l'Homme. Attention à ce que le citoyen que nous sommes ne soient en train de détruire le salarié ou le travailleur que nous sommes sous les conditions que ce qui est moins cher et plus rapide sont mieux considérés. Le low cost et le digital appelle chacun d'entre nous à une grande responsabilité dans l'acte de consommation. L'acte de consommation est le travail de nos enfants donc ce qui est fait en local ou bien être acheté en librairie sous trois jours est important de redonner du sens à la notion d'achats. Derrière la révolution verte que nous voyons venir, nous avons cette responsabilité individuelle de nous reposer notre rôle en tant que citoyen dans la société que nous voulons sans attendre des autres, du système et de la connectivité qu'ils nous apportent quelque chose.

Jacques : L'adage dit qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Il faut constater qu'en France comme dans d'autres pays, on a un système de soins qui ne fonctionne plutôt pas trop mal mais on ne peut pas le qualifier de système de santé. On est dans une optique qui consiste à apporter une réponse à une question qui est un accident ou une pathologie sans prévenir ce fameux événement. On le fait avec des petits moyens et des petits bras comme 5 fruits et légumes par jours etc. Vous avez toutes sortes de forums sur le net proposant des approches différentes de l'alimentation. Il n'y absolument rien en termes de médicalisation de la prévention. Le numérique apporte des solutions notamment dans le cadre de la transition démographique et c'est important. Plus on prend de l'âge, plus on a besoin de cette approche de soins. Le corps a besoin de soutien, de maintien et d'accompagnement. Aujourd'hui, les technologies numériques existent avec des systèmes d'IA permettant d'appliquer une médecine préventive en objectivant l'état de santé d'une personne bien portant. On a tous des risques de santé qui sont liés à notre génome, à notre style de vie ou ce qu'on a subi en termes d'environnement. Pour pallier cela, aujourd'hui on fonctionne de manière anachronique et dans l'à-peu-près. Aujourd'hui, il existe des systèmes qui à partir d'un bilan génétique peuvent ajuster

l'alimentation avec de plus en plus de start-ups sur cette lancée sans oublier la notion de plaisir. Avec un prélèvement sanguin, on est capable de pouvoir identifier un certain nombre de dysfonctionnements ou d'insuffisances que ça soit du côté du foie, des surrénales ou quand on est un peu stressé, ainsi de suite. Il est donc question de médicaliser une prévention avec des produits qui sont de l'alimentation mais également des compléments alimentaires quand on veut faire autrement qu'attention et peser ce que l'on mange. Tout ça pour dire qu'aujourd'hui, on est au seuil d'une nouvelle approche de médecine préventive. Cette fausse bonne idée de la Grande Sécu avec la rationalisation de la dépense, je voudrais comment l'administration augmentée pourra faire mieux qu'une concurrence entre le public et le privé. Je n'ai pas entendu dire aujourd'hui que l'innovation naissait dans les grandes structures administratives. Aujourd'hui, qui est intéressé par la prévention ? C'est l'assureur et non l'entreprise qui procure du soin. Si on veut une politique de prévention à la hauteur de nos ambitions et qui va permettre effectivement d'assurer une bonne santé à cette transition démographique cela sera par le biais de l'assurance.

Nicolas : Quelque chose qu'on a tendance à oublier : la volonté des personnes âgées d'avoir envie de changer à un âge où ça devient compliqué. Aujourd'hui, c'est une génération qui a du mal à accepter d'être sous « tutelle » d'une personne ou d'une autre. La domotique médicale aurait permis de les prendre en charge plus vite ou d'éviter ces accidents ménagers.

Luc : Le nombre de 85 ans et plus dans la prochaine décennie va stagner, ce qui est un peu contre-intuitif mais les plus âgés ne vont pas augmenter pendant cette période. L'évènement majeur de la décennie qui s'ouvre c'est l'explosion en masse des 75 – 84 ans avec +47% dans notre pays (4 millions aujourd'hui → 6 millions demain). Il y a 2 millions de cette tranche qui vont naître dans la décennie qui s'ouvre. L'urgence n'est pas la grande dépendance mais l'adaptation de la société aux premières fragilités. La deuxième idée est que la question des personnes âgées ne relève plus des élus qui s'occupent du social. L'avenir des personnes âgées, ce ne sont pas les chocolats à Noël mais la transition démographique qui doit être au même niveau que la révolution numérique ou environnementale. Comment trouver dans les 300m les commerces de proximité. On voit bien que, sur des questions aussi complexes, l'État n'a plus d'idées. L'État ne sait pas sur quoi légiférer. La question de la transition démographique est d'abord la question des élus locaux car ce sont eux qui vont transformer la ville et le logement ainsi que le lien social. C'est aussi la question des bailleurs sociaux si oui ou non, ils sont

18 novembre 2022 – matinée de l'Innovation

capables d'adapter le logement et les quartiers. Puis c'est le sort des entreprises qui sauront ou pas adapter leurs prestations.